



SPORTS
Huet pensait affronter les Panthers, mais ce sera Price
Page B 6



CULTURE
Espoirs de sauvetage pour la Maison LaFontaine
Page B 8

CAHIER **B**

ÉCONOMIE



Claude Chiasson

Planification fiscale de fin d'année

Il reste une semaine à peine pour prendre diverses mesures susceptibles d'alléger votre fardeau fiscal 2007.

Côté placement, la date à retenir est le 24 décembre. C'est le dernier jour ouvrable pour effectuer des transactions à la Bourse. Après cette date, les transactions seront effectuées et dûment enregistrées en 2008.

Donc, première chose à faire, c'est de soustraire des griffes du fisc les gains réalisés cette année. Plusieurs d'entre vous ont probablement vendu leurs actions de BCE en cours d'année avec profit. La moitié de ces gains s'ajoutent à vos revenus imposables de 2007 pour être taxés à votre taux marginal d'impôt.

Pour réduire l'impôt sur ces gains réalisés, deux avenues s'offrent à vous. La première: vendre des actions de votre portefeuille montrant des pertes. Ces pertes réduiront d'autant les gains réalisés. Ces actions appartiennent idéalement à la périphérie du portefeuille (section consacrée aux placements plus risqués).

Le 24 décembre est le dernier jour ouvrable pour effectuer des transactions à la Bourse

L'autre avenue consiste à vendre des titres comportant des pertes accumulées pour ensuite les racheter si possible au prix auquel vous les avez vendus ou sous celui-ci. Leur vente permet de réaliser des pertes déductibles en 2007. Là, il y a le risque que le cours de l'action grimpe entre le moment de sa vente et celui de son rachat. Ici, il faut également s'assurer de respecter les règles sur les pertes apparentes. Ces règles stipulent que votre

perte sera refusée à titre de déduction en 2007 si vous ou votre conjoint rachetez le même titre dans les 30 jours suivant ou précédant sa vente. De surcroît, ni vous ni votre conjoint ne devez posséder ledit titre à la fin de la période de 30 jours suivant sa vente. Le non-respect de cette période de 30 jours avant et après la vente d'un titre fait en sorte que le fisc traitera ladite perte comme une perte apparente qui est non déductible en 2007.

Par ailleurs, dans votre calcul pour déterminer votre perte en capital sur un placement étranger, n'oubliez pas d'inclure les variations du taux de change (elles peuvent être importantes en 2007) entre le moment de l'achat et celui de la vente du titre.

Fractionnement des revenus à la retraite

L'autre grand volet à considérer cette année porte sur les nouvelles règles du fractionnement des revenus de retraite entre conjoints. Les revenus à la retraite admissibles au fractionnement diffèrent selon que vous êtes âgés de moins de 65 ans ou de 65 ans et plus. Dans ce dernier cas, à peu près toutes les formes de revenus de retraite peuvent être fractionnées entre les conjoints. Point n'est besoin de procéder à un véritable transfert de fonds entre conjoints. Vous n'avez qu'à inscrire dans vos déclarations d'impôt respectives 2007 le partage (partage qui peut différer d'une année à l'autre à votre guise: un maximum de 50 % des revenus de retraite peut être transféré à un conjoint) désiré de ces revenus entre les deux conjoints. Un tel partage peut s'avérer très avantageux si l'un des deux conjoints réalise un revenu très faible. Dans un tel cas, les économies réalisées peuvent être substantielles surtout si le revenu de l'autre conjoint est très élevé. Certains retraités ont des revenus si élevés qu'ils voient régulièrement leur pension de vieillesse être amputée de 15 % pour chaque dollar dépassant 63 511 \$ pour cette année. Cela signifie que chaque dollar dépassant ce seuil est imposé au taux marginal astronomique de 63 % environ. Le fractionnement des revenus de retraite en faveur du conjoint ayant un revenu très faible peut éviter au retraité plus riche de faire les frais de cette véritable gourmandise du fisc.

Pour ceux de 65 ans et plus qui ont un FERR, accroître les retraits du régime pour les répartir entre les deux conjoints peut aussi être considéré. C'est là une façon de préparer le terrain pour la succession qui, elle, subira souvent une ponction de presque 48 % de la valeur totale de vos régimes enregistrés avant de percevoir un traitre sou. Les retraits du FERR, s'ils sont bien dosés, vous permettront de bénéficier du taux d'imposition plus faible de l'autre conjoint en plus de lui permettre de réclamer son plein crédit d'impôt sur les premiers 2000 \$ de revenus de pension s'ils ne sont pas déjà utilisés. Attention cependant. D'autres crédits d'impôt peuvent être réduits si les revenus du conjoint dépassent un certain seuil. C'est le cas notamment du crédit en raison de l'âge, pour époux ou conjoint de fait et pour les dépenses de médicaments déductibles. C'est pourquoi je vous invite à contacter votre comptable pour connaître la répartition maximale de vos revenus de pension entre les deux conjoints de manière à bénéficier du taux effectif d'impôt le plus faible possible. Vous devez également vous assurer qu'un retrait unique du FERR sera reconnu par le fisc comme un revenu de pension (qui suppose normalement un revenu perçu régulièrement).

VOIR PAGE B 4: FARDEAU

Quebecor World perd son président

Wes Lucas quitte une entreprise en pleine crise

FRANÇOIS DESJARDINS

L'imprimeur Quebecor World, dont l'action a perdu 88 % depuis six mois et qui a dû annuler la vente de ses activités européennes, a annoncé hier le départ de son président et chef de la direction, Wes Lucas. Se gardant de faire un lien avec l'actuelle crise de financement, la compagnie se retrouve avec un sixième patron en six ans.

Durement frappée par les difficultés dans les créneaux du catalogue, de l'encart publicitaire et du magazine, Quebecor World a tout simplement signalé que M. Lucas a quitté la compagnie pour d'autres lieux et qu'il a été remplacé par Jacques Mallette. Ce dernier occupait la fonction de directeur des finances depuis septembre 2005.

«M. Lucas est entré au service de Quebecor World en mai 2006 et quitte ses fonctions afin de poursuivre d'autres opportunités aux États-Unis, et Quebecor World lui souhaite une belle continuation», a résumé Quebecor World. «Le conseil d'administration croit que les antécédents professionnels de M. Mallette, son leadership ainsi que son expérience seront déterminants afin d'assurer le succès du plan d'affaires actuel de la société.»

Avant Quebecor World, M. Mallette était depuis

2003 directeur des finances au sein de Quebecor, le holding de la famille Péladeau qui chapeaute toutes les entreprises du groupe.

Les marchés ont mal réagi à l'annonce, larguant le titre de sorte que ce dernier a perdu 10 % pour tomber à 1,57 \$. Il y a six mois, l'action se négociait autour de 13 \$. Il y a cinq ans, elle se situait autour de 35 \$.

Pas surprenant

Certains analystes se disaient peu surpris du départ de Lucas, dont l'arrivée avait été soulignée à gros traits en 2006.

«Étant donné la crise grandissante que Quebecor World vit sur le plan des liquidités, et compte tenu de l'avortement du plan de refinancement et l'effort infructueux de vendre les activités européennes à la société néerlandaise RSDB, il n'est pas surprenant que Lucas soit remplacé immédiatement par M. Mallette», a écrit dans une note de recherche Adam Shine, analyste à la Financière Banque Nationale.

Le 20 novembre, Quebecor World a dû se résigner à laisser tomber son plan de refinancement. La société souhaitait lever 750 millions. Or, «la conjoncture actuelle



CHRISTINNE MUSCHI REUTERS

L'ancien président de Quebecor World, Wes Lucas, lors de son arrivée en poste en mai 2006.

VOIR PAGE B 4: QUEBECOR



ARTHUR JONES DIONIO REUTERS

La Fédération des producteurs de porcs du Québec craignait que la période des fêtes, alors que les employés d'abattoir ont cinq jours de congé, ne contribue à faire augmenter considérablement le nombre de porcs en attente.

Porc: la crise du surplus n'aura pas lieu

Des 40 000 bêtes en attente d'abattage, il n'en resterait plus que 7000

CLAUDE TURCOTTE

La crise du surplus de porcs au temps des fêtes n'aura pas lieu. Le nombre de porcs en attente d'abattage qui, selon les producteurs, dépassait 40 000 il y a trois semaines a été ramené maintenant à environ 7000 et, avec un autre samedi de travail dans les abattoirs, il se pourrait fort bien qu'il n'y ait plus aucun porc en attente la semaine prochaine.

Le déblocage s'est produit depuis la réunion du 7 décembre, où toutes les parties en cause étaient représentées. À la demande du ministre de l'Agriculture, Laurent Lessard, Guy Coulombe était présent à la rencontre, ce qui était sans doute pour lui un exercice fort utile dans le cadre du mandat que lui a confié le gouvernement en vue d'aider les producteurs, les transformateurs et leurs employés syndiqués à s'entendre sur une vision commune pour l'avenir de l'industrie porcine au Québec.

Si à l'occasion de cette réunion, il a semblé que les producteurs et les transformateurs avaient de la difficulté à s'entendre sur le nombre de porcs en attente, ce n'est plus le cas maintenant. «La capacité d'abattage permet de garder la situation sous contrôle», déclarait hier Paul Beauchamp, vice-président chez Olymel, en notant que vendredi dernier il ne restait que 7500 porcs en attente et que le poids des porcs livrés aux abattoirs était passé de 96 kg en octobre à 93 kg maintenant, un indice que la période d'attente avait été réduite. Hier, le porte-parole du ministre Lessard mentionnait qu'il restait 7000 porcs en attente. Enfin, Nathalie Hansen, de la Fédération des producteurs de porcs du Québec (FPPQ), confirmait cette information et ajoutait même que si les abattoirs demeurent ouverts un autre samedi, il n'y aura plus aucun porc que l'on devra garder en porcherie, plus longtemps que nécessaire.

La FPPQ craignait que la période des fêtes, alors que les employés d'abattoir ont cinq jours de congé, ne contribue à faire augmenter considérablement le nombre de porcs en attente. Elle a supplié le ministre d'intervenir pour éviter une crise d'engorgement et des frais supplémentaires aux producteurs, qui sont déjà en difficulté à cause de l'état des marchés et surtout du taux de change du dollar canadien par rapport à celui des États-Unis.

Si les problèmes d'abattage semblent se régler, la crise des revenus chez les producteurs porcins est encore loin d'être résolue

M. Beauchamp explique que, chez Olymel, les usines de Saint-Esprit et de Princeville ont fait de l'abattage au cours des deux dernières fins de semaine. D'autres abattoirs ont fait de même. En outre, un plus grand nombre de porcs (20 000 la semaine passée) ont pris la direction de l'Ontario où il y aurait encore une capacité d'abattage disponible. M. Beauchamp reconnaît néanmoins que la situation demeure critique, mais pense qu'il n'y aura pas d'accumulation de porcs pendant la période des fêtes.

En revanche, la crise des revenus chez les producteurs porcins est encore loin d'être résolue. Les producteurs reçoivent présentement environ 100 \$ pour 100 kg de porc, alors que leur coût de production dépasse les 160 \$. Par porc, le prix obtenu est au maximum de 80 \$, alors que le coût de production se situe entre 140 et 145 \$.

C'est là un aspect du problème de l'industrie porcine que M. Coulombe devra discuter dans le cadre de son mandat. On attend la publication de son rapport en février prochain. Son mandat doit prendre fin le 3 mars, au plus tard. M. Coulombe a déjà annoncé qu'il n'imposerait rien lui-même aux parties. Si celles-ci ne parviennent pas à une entente entre elles, alors il n'y aura rien dans le rapport, a-t-il prévenu.

Le Devoir

Pas de relance pour Goodyear

Valleyfield prévoit remanier son économie

GÉRARD BÉRUBÉ

L'espoir de relance de l'usine Goodyear de Salaberry-de-Valleyfield s'est effrité. Du moins, et sans y renoncer définitivement, la Ville et la région travaillent désormais autour d'un plan C prévoyant un repositionnement et un redéploiement de l'activité économique locale.

Goodyear a annoncé au début de janvier l'arrêt de la production de pneus à son usine de Salaberry-de-Valleyfield pour n'y conserver que ses activités de fabrication de caoutchouc. La décision impliquait la perte de 800 des 1000 emplois de l'usine, entraînant une mobilisation immédiate des syndicats et des gouvernements. La dernière proposition a été soumise en octobre à l'entreprise américaine. Elle a été rejetée le mois dernier.

«À la lumière de plusieurs études de marché et à la suite de discussions formelles entre les partenaires du comité de relance et la direction de l'entreprise, la proposition a été bonifiée. Elle misait sur une modernisation de l'usine de Goodyear à Salaberry-de-Valleyfield. Elle comprenait notamment trois unités: une unité spécialisée dans le rechapage de pneus de camions, une autre consacrée à la production et au rechapage de pneus d'avions, et une troisième spécialisée dans la production de pneus de marques privées par une tierce partie. Un projet global de plus de 90 millions», a résumé le comité de relance.

La contribution des gouvernements et des syndicats pouvait atteindre 40 % de cette enveloppe. Le reste reposait essentiellement sur un montage financier ce qui faisait que, en définitive, le débours attendu de Goodyear pouvait être minimal.

Le tout a été rejeté. «Goodyear nous indique clairement qu'elle ne veut plus jouer un rôle majeur dans notre région. Elle s'est tout de même engagée à maintenir les 200 emplois à son centre de mélange de caoutchouc de Salaberry-de-Valleyfield», a souligné le maire de la ville, Denis Lapointe. «Un prix de consolation!» a renchéri le préfet de la MRC, Yves Daoust.

L'optimisme régnait pourtant en octobre. «Goodyear se montrait ouverte. L'accueil était là. Et compte tenu du niveau des gens en présence, tous les espoirs étaient permis.

VOIR PAGE B 4: GOODYEAR

LE MARCHÉ BOURSIER

Table A: Market data for various companies including Alcan, Alcan, Alcan, etc. Columns include Volume, Haut, Bas, and other metrics.

Table B: Market data for various companies including Alcan, Alcan, Alcan, etc. Columns include Volume, Haut, Bas, and other metrics.

Table C: Market data for various companies including Alcan, Alcan, Alcan, etc. Columns include Volume, Haut, Bas, and other metrics.

TORONTO

Ces titres, transigés hier, sont présentés en ordre alphabétique et leur valeur est exprimée en dollars canadiens. Les lettres a et b différencient les catégories d'actions ordinaires sans droit de vote...

Table with columns: TSX, DOLLAR, 1\$ canadien, 99,43 \$ us, Dow Jones, New York, 13 167,20, à New York, 794,80 \$ us.

LES DEVISES

Table listing exchange rates for various countries: Atrique du Sud (rand), Argentine (peso), Australie (dollar), etc.

COUP D'ŒIL



La Bourse de Toronto

Table showing market indices: Standard & Poors TSX, Canadian Smallcap, Canadian MidCap, 60 Index, etc.

Canadian Venture

Table showing Canadian Venture indices: S&P CDNX, Le Marché Américain, 30 Industrielles, etc.

Les plus actifs de Toronto

Table listing top active companies in Toronto: SR TELECOM INC, IUNITS CDN, BOMBARDIER INC, etc.

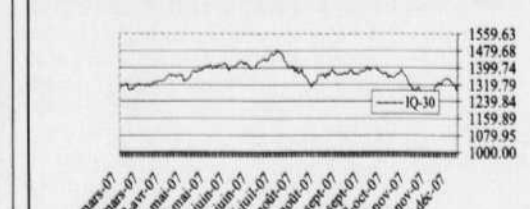
Les plus actifs du Canadian Venture

Table listing top active companies in the Canadian Venture market: CARMAX EXPLOR, YUKON ZINC CORP, ENERGUER INC, etc.

Advertisement for Gourov.tv, featuring a logo and text: 'Analyse technique de la bourse. Les signaux d'achat et de vente. Tableaux et vidéos. Tous les jours à Midi.'

INDICES QUÉBEC

Table showing Quebec indices: 17 décembre 2007, Fermeture, Variation journalière, etc.



Advertisement for Centre d'Analyse et de Suivi de l'Indice Québec, featuring a logo and text: 'Une initiative du Département de finance de l'Université de Sherbrooke et de l'IREC.'

ÉCONOMIE

Subventions agricoles américaines

L'OMC va trancher le différend

Genève — L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a accepté hier de trancher le différend sur les subventions agricoles américaines à la demande du Brésil et du Canada, qui estiment que

dollars chaque année.»

L'OMC se saisit de ces plaintes alors que les subventions agricoles des pays riches sont au cœur du cycle de négociations commerciales de Doha, lancé en 2001 dans la capitale du Qatar. Les pays en développement, emmenés par le Brésil, demandent particulièrement aux États-Unis de réduire leurs subventions agricoles, estimant qu'elles faussent les prix mondiaux et pénalisent les producteurs du Sud.

L'institution va réunir un groupe spécial d'experts chargé d'examiner le litige entre Washington et le Brésil et le Canada

Lors d'une réunion de ses 151 États membres, l'OMC a décidé de se saisir des plaintes déposées par Brasilia et Ottawa durant l'année, les trois parties n'étant pas parvenues à aplanir leur litige lors de consultations bilatérales, a-t-on annoncé de sources proches du «gendarme» des échanges mondiaux.

L'OMC va réunir un groupe spécial d'experts chargé d'examiner le différend. Ces juges ont en principe six mois pour rendre un verdict qui peut faire l'objet d'un appel.

L'institution a décidé de fusionner les deux plaintes qui à l'origine avaient été déposées séparément.

Ottawa estime que les subventions américaines déséquilibrent son marché agricole intérieur, particulièrement dans le secteur du maïs. Le Canada a chiffré à neuf milliards de dollars par an les subventions des États-Unis à leurs producteurs de maïs au cours des deux dernières années. Selon Ottawa, de 1999 à 2005, les États-Unis ont contrevenu à l'Accord sur l'agriculture de l'OMC en dépassant les niveaux autorisés de subvention pour «des milliards de

ferends portés devant le «tribunal» de l'OMC.

Début octobre, les États-Unis ont affirmé que le montant de leurs subventions agricoles avait atteint entre 10,1 et 18,9 milliards de dollars par an entre 2002 et 2005, soit moins que la limite de 19 milliards fixée par l'OMC.

En juillet, le président du groupe de négociations agricoles à l'OMC, Crawford Falconer, a proposé un texte de compromis appelant les États-Unis à ramener les subventions agricoles entre 12,8 et 16,2 milliards de dollars par an. Washington a accepté ces propositions comme base de négociation.

Agence France-Presse

La Gaspésia intéresse un deuxième consortium

Carleton — Un deuxième consortium mené par une entreprise chinoise, Shandong Sun Paper Company, devrait présenter en janvier une proposition visant à relancer la fabrication de pâte à papier dans l'usine Gaspésia de Chandler, en Gaspésie.

La direction de Shandong Sun Paper était jusqu'à jeudi désireuse de démanteler la papeterie de Chandler pour déménager ses machines de production de pâte et de papier en Chine. Toutefois, l'émergence d'un groupe sino-canadien, représenté au Québec par l'ingénieur Jean Barussaud, et envisageant la production de pâte dans le complexe gaspésien, a modifié la stratégie de Shandong Sun Paper, dont la production annuelle s'établit à 1,5 million de tonnes par an, ce qui le classe parmi les joueurs moyens.

Gilles Bouliane, un conseiller technique pour Shandong Sun Paper vivant depuis 11 ans en Asie, a expliqué en entrevue au journal *Le Soleil* que lorsque la compagnie a pris connaissance

de la proposition de M. Barussaud, elle a modifié son projet; elle veut produire de la pâte à Chandler, reconnaissant qu'il y a un manque de fibre en Chine pour faire la pâte à papier. M. Bouliane pense qu'il est encore rentable de produire de la pâte à papier en Amérique du Nord à cause de la proximité des sources de fibre comme les copeaux.

La proposition à venir de Shandong Sun Paper ne laisse pour le moment pas de place à la production de papier à Chandler, et les deux machines à papier seraient démontées et installées en Chine.

Pendant ce temps, l'ébauche de proposition exprimée cette semaine par Jean Barussaud et son groupe, composé d'Albertains et de Chinois, laisse libre cours à la possibilité de laisser à Chandler les deux machines à papier. Les deux groupes croient pouvoir s'exprimer sur le potentiel de l'usine avant la fin de janvier.

La Presse canadienne

29 mois de prison pour l'ex-bras droit de Conrad Black

Chicago — David Radler, l'ancien bras droit de Conrad Black qui avait accepté de témoigner contre ce dernier et trois autres anciens dirigeants de Hollinger dans le cadre d'une transaction pénale négociée avec la poursuite, a été condamné hier à 29 mois d'emprisonnement, soit la peine qui avait été prévue en contrepartie de sa collaboration. En plus d'une peine de prison, il écope d'une amende de 25 000 \$.

Black a été condamné plus tôt ce mois-ci à six ans et demi d'emprisonnement, à une amende de 125 000 \$ en plus d'une confiscation de biens de 6,1 millions \$.

Les procureurs américains dans cette affaire ont indiqué qu'ils ne s'opposeraient pas à son transfert dans une prison canadienne si celui-ci en faisait la demande. En vertu de la législation canadienne, il pourrait ainsi n'avoir à passer que six mois derrière les barreaux. Conrad



En plus de sa peine de prison, David Radler écope d'une amende de 25 000 \$.

Black devra pour sa part rester au moins cinq ans en prison, en vertu de la loi en vigueur aux États-Unis.

La Presse canadienne

Crise du crédit: la Réserve fédérale tente une méthode inédite

La mise aux enchères de 20 milliards de dollars de liquidités ne semble toutefois pas avoir convaincu les marchés

CLAIRE GALLEN

Washington — Soucieuse de desserrer le garrot qui étrangle l'économie américaine, la Réserve fédérale américaine (Fed) a testé hier une méthode inédite d'attribution des liquidités aux banques, mais les marchés n'ont pas manifesté beaucoup d'enthousiasme.

La Fed a mis aux enchères 20 milliards de dollars de liquidités, pour apporter aux banques les fonds dont elles ont cruellement besoin en cette fin d'année, mais qu'elles peinent à emprunter à cause de la méfiance généralisée qui règne sur les marchés depuis le début de la crise, cet été.

Les résultats de cette adjudication ne devraient pas être connus avant demain matin. Une autre enchère, d'un montant similaire, aura lieu jeudi, et deux autres sont prévues en janvier pour un montant encore à décider.

Ces adjudications s'inscrivent dans le cadre d'une action concer-

tée des grandes banques centrales, d'une ampleur inédite depuis le 11 septembre 2001. La Banque centrale européenne (BCE) et la Banque nationale suisse (BNS) ont elles aussi procédé à des enchères en dollars hier, utilisant des liquidités prêtées par la Fed.

Mais les marchés sont pour le moment restés moroses. La Bourse de New York a ouvert en baisse hier, le marché se montrant sceptique sur les capacités de la Fed à redynamiser le secteur du crédit. «Le marché s'inquiète de voir comment cela va marcher, si cela va permettre de relancer le crédit», a expliqué Peter Cardillo, analyste d'Avalon Partners. Les analystes expliquent cette méfiance par l'ampleur de la tâche, qui fait apparaître l'action de la Fed bien insuffisante.

Ces adjudications «sont un outil supplémentaire bienvenu dans l'arsenal de la Fed», estime Jan Hatzius de Goldman Sachs. En effet, elles devraient permettre aux banques d'emprunter à des condi-

tions plus souples, en terme de garanties exigées. En ce sens, elles se rapprochent de la «fenêtre d'es-compte» qui est le guichet à travers lequel la Fed prête — à un taux certes pénalisant mais de façon moins regardante — aux banques en cas d'urgence. La Fed espère ainsi éliminer le stigmate associé à cet outil.

Mais «ce n'est pas la panacée», ajoute M. Hatzius. «Le montant total qui sera apporté d'ici la fin de l'année semble relativement limité», ajoute l'économiste. De plus, ces enchères «n'éliminent pas les inquiétudes sur un manque de fonds propres des institutions financières et elles ne changent rien au fait que l'économie semble décliner rapidement», selon M. Hatzius.

L'économie américaine en effet est en plein ralentissement. Au point que l'ancien président de la Fed, Alan Greenspan, vient d'avertir qu'il y avait une chance sur deux d'aboutir à une récession. Et face à tous ces problèmes, ce que veulent les marchés est simple:

des baisses drastiques du taux directeur de la banque centrale. Elle l'a déjà abaissé d'un point depuis septembre, pour le ramener à 4,25 %, mais cela n'a pas suffi à rassurer.

Le problème pour la Fed est que dans le même temps les tensions inflationnistes augmentent, comme l'a encore rappelé la hausse de 4,3 % des prix à la consommation enregistrée en novembre (sur un an). Cela rend très difficile pour la banque centrale d'assouplir davantage sa politique. «La Fed voudra sans doute voir des signes plus convaincants de faiblesse économique, des perturbations plus importantes sur les marchés financiers, voire les deux, avant de se rendre aux arguments d'un assouplissement monétaire», estiment les analystes de Citigroup.

Mais tôt ou tard la banque centrale devra en arriver là. «De nouvelles baisses des taux seront sans doute nécessaires», selon eux.

Agence France-Presse

Chine: la taille de l'économie est moins grande que prévu



TEH ENG KOON AGENCE FRANCE-PRESSE

LA TAILLE de l'économie chinoise, exprimée en parité de pouvoir d'achat (PPA), c'est-à-dire abstraction faite des différences de prix des biens et des services dans chaque pays, est 40 % moins importante qu'on le pensait, révèle une étude publiée par la Banque mondiale. «Les méthodes antérieures, moins fiables, aboutissaient à des estimations de PIB 40 % plus grandes que les résultats des nouvelles méthodes et critères de comparaison améliorés», indique l'organisation multilatérale, dans un communiqué hier. Le système de mesure par Parité de pouvoir d'achat (PPA) permet de déterminer quelle quantité de biens et de services une devise vaut dans chacune des zones que l'on compare. Il a été vulgarisé sous l'appellation «indice Mac Donald», le célèbre en-cas américain devenant, suivant cette métaphore, la devise de référence pour comparer les niveaux de vie partout dans le monde. — AFP

La TD ne prévoit pas de récession l'an prochain aux États-Unis

Les effets de la crise des prêts hypothécaires ne seront pas aussi nuisibles

Toronto — Les États-Unis ne connaîtront pas de récession en 2008 et les cours boursiers dans ce pays, et au Canada, s'apprécieront pour une sixième année consécutive, selon une analyse de TD Waterhouse, une division du Groupe Financier Banque TD.

Selon les prévisions de TD Waterhouse, même si la crise des prêts hypothécaires à risque continuera d'avoir des retombées en 2008, plusieurs facteurs positifs au sein de l'économie améri-

caine feront plus que contrebalancer ces facteurs négatifs. «La crise des prêts hypothécaires à risque a fait couler tant d'encre que nous pensons que ses effets ont déjà été absorbés par les marchés et se reflètent sur les cours actuels», soutient Bob Gorman, stratège en chef chez TD Waterhouse.

Selon son équipe, la crise des prêts hypothécaires à risque continuera toutefois de nuire, car le nombre de défauts de paiement continuera d'augmenter à mesure que les prêts hypothécaires à

haut risque arriveront à échéance et devront être renouvelés à la hausse au cours des six prochains mois. De plus, la récession se poursuivra sur le marché américain de l'habitation.

Mais, «la solidité des autres facteurs économiques fondamentaux combinée à l'effet stimulant sur les marchés du cycle présidentiel devrait donc contrebalancer les effets de cette crise et annihiler toute possibilité de récession aux États-Unis.»

Dans son bulletin *Perspective*

d'investissement dans lequel elle fait état de sa vision des tendances qui caractériseront les marchés en 2008 et de leurs retombées sur les portefeuilles de placements, TD Waterhouse explique que les marchés américains afficheront vraisemblablement un rendement près du seuil de 10 %. Les marchés canadiens auront également un rendement sous la barre de 10 %, mais accusent un retard par rapport aux marchés américains.

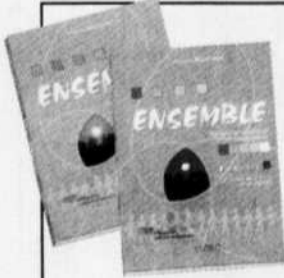
La Presse canadienne

EN BREF

Chute des ventes de véhicules neufs

Ottawa — Les ventes de véhicules automobiles neufs au Canada ont diminué de 1,4 % en octobre par rapport au mois précédent; 137 501 véhicules neufs ont été vendus au pays durant le mois d'octobre, selon les données publiées hier par Statistique Canada. Le repli a été alimenté par une diminution — de 4,9 % — du nombre de voitures particulières vendues. Il s'agit de la deuxième diminution mensuelle en impor-

tance enregistrée en 2007 pour ce créneau. Le nombre de voitures particulières neufs vendues en octobre s'établissait à 68 653. Le nombre de camions neufs vendus a grimpé de 2,4 % en octobre pour atteindre 68 848 unités, soit un niveau légèrement inférieur à la moyenne mensuelle inscrite jusqu'à présent en 2007. Pour le mois de novembre, les données provisoires de l'industrie indiquent que les ventes de véhicules automobiles neufs devraient chuter de 1 % en raison d'un ralentissement du nombre de camions neufs vendus, a souligné Statistique Canada. — La Presse canadienne



Martial Boucher
ENSEMBLE

Fascicule A (240 p.) 15,95 \$
Fascicule B (176 p.) 15,95 \$
Guide d'enseignement (82 p.) 47,95 \$

Éthique et culture religieuse pour les 2^e et 3^e années du 2^e cycle du secondaire.

LIDE Inc.
514-843-5991

En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications

ÉCONOMIE

Les ventes de fonds communs ont reculé en novembre

Toronto — Les Canadiens ont investi 1,81 milliard dans des fonds communs de placement le mois dernier, les marchés monétaires à court terme récoltant la quasi-totalité de l'entrée nette de capitaux.

Les ventes nettes en novembre, telles que rendues publiques par l'Institut des fonds d'investissement du Canada, représentent un recul par rapport aux ventes de 2,41 milliards en octobre et de 2,61 milliards il y a un an.

Les fonds canadiens ont subi un autre mois de rachats nets. Ils ont enregistré une sortie nette de capitaux de 334,1 millions en novembre, un mois pendant lequel l'indice S&P/TSX a dégringolé de 936 points ou 6,4 %.

Les investisseurs ont retiré un montant net de 639,9 millions des fonds d'obligations.

Ces décisions ont contrebalancé

l'entrée nette de capitaux de 757 millions des fonds équilibrés — comparativement aux 1,8 milliard qui avaient été placés en novembre 2006 dans ces véhicules conservateurs composés d'actions et d'obligations — et de 138,7 millions dans les fonds spécialisés.

En bout de compte, 63,7 millions ont été retirés des fonds communs à long terme, tandis que 1,87 milliard ont été versés dans des fonds fournis aux conditions du marché. L'an dernier, ce sont 265,6 millions qui avaient été investis dans ces fonds considérés comme des investissements à court terme sécuritaires.

Le total des actifs gérés par l'industrie canadienne des fonds atteignait 696,2 milliards à la fin novembre, un recul de 1,9 % par rapport à octobre, mais une progression de 7,7 % en un an.

La Presse canadienne

Les investisseurs étrangers ont vendu leurs titres canadiens en octobre

Ottawa — Les investisseurs étrangers ont vendu 24,3 milliards de dollars de valeurs mobilières canadiennes, en octobre, un montant record, tandis que les Canadiens ont profité de la vigueur sans précédent du huard pour acheter 4,8 milliards d'actions et d'obligations à l'extérieur du Canada.

Selon Statistique Canada, les investisseurs non résidents ont ajouté 1,3 milliard en actions canadiennes à leur portefeuille en octobre, achetant des actions du secteur des ressources naturelles et vendant celles du secteur bancaire. L'activité liée aux prises de contrôle d'entreprises étrangères par des intérêts étrangers s'est fortement intensifiée depuis 2006, ce qui fait en sorte que d'importants avoirs étrangers de portefeuille en actions

canadiennes ont été vendus à des investisseurs directs.

En octobre, les Canadiens ont investi 2,7 milliards en actions étrangères, surtout des actions américaines.

Les Canadiens ont aussi investi un montant net total de 2,3 milliards dans des obligations étrangères, dont 1,6 milliard dans les obligations du gouvernement américain.

En octobre, les taux d'intérêt à court terme au Canada ont reculé à 3,96 % alors que ceux aux États-Unis ont légèrement augmenté pour se fixer à 3,9 %. Le différentiel de 0,06 % entre les deux pays favorisait toujours l'investissement au Canada.

La Presse canadienne

GOODYEAR

SUITE DE LA PAGE 1

Nous ne pouvons donc qu'être déçus», a ajouté Denis Lapointe. Le maire rappelle que sur le site de Goodyear, l'entreprise américaine fait grand état de sa volonté de transférer ses activités de production vers les pays d'Asie.

Cela étant, on passe au plan C. Le gouvernement du Québec a annoncé hier l'octroi d'une aide de 1 million sur trois ans visant à soutenir les efforts de redéploiement et de repositionnement. On espère que le fédéral en fera au moins autant. La Ville et la MRC de Beauharnois Salaberry veulent travailler sur la diversification industrielle de leur territoire. «Avec Goodyear, nous avions un plan B qui prévoyait l'essor d'une grappe industrielle autour du caoutchouc

et des PME spécialisées. L'industrie chimique est également très présente», a énuméré le maire. «Que dire du tourisme. Nous sommes situés à une heure de Montréal et nous ne parvenons pas à retenir les Montréalais plus d'un jour», a ajouté le préfet et président du Centre local de développement.

Le potentiel demeure donc tout entier pour cette région qui enregistre, de surcroît, une forte croissance au chapitre des investissements. Sans compter que l'usine Goodyear, avec sa superficie de 1 million de pi2 et son terrain de 8 millions de pi2, est située à proximité des grands axes routiers et de la future autoroute 30. «Goodyear a intérêt à maximiser l'utilisation de sa propriété. Ils le savent», a précisé Denis Lapointe, qui qualifie de cordiales et d'ouvertes les discussions qui se poursuivent avec la direction de l'entreprise.

Le Devoir



VINCENZO PINTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Alitalia a eu du mal à attirer les repreneurs, en raison d'une accumulation de pertes et d'un endettement de plus d'un milliard d'euros.

La compagnie aérienne Alitalia intéresse Air France-KLM

Le groupe franco-néerlandais veut y injecter 750 millions d'euros pour sa relance

Paris — Air France-KLM a confirmé hier avoir fait une offre indicative sur Alitalia. Mise en vente depuis plusieurs mois, la compagnie aérienne italienne a eu du mal à attirer les repreneurs, en raison d'une accumulation de pertes et d'un endettement de plus d'un milliard d'euros, soit à peine moins que sa capitalisation boursière.

L'offre vise à l'acquisition de 100 % des actions Alitalia à travers une offre d'échange, à l'acquisition de 100 % des obligations convertibles de la société italienne et prévoit d'injecter immédiatement au moins 750 millions d'euros dans Alitalia à travers une augmentation de capital, qui sera ouverte à tous les actionnaires et pleinement garantie par Air France-KLM.

Cet investissement sera utilisé principalement «pour soutenir un important programme de relance» de la compagnie aérienne en difficulté, prévoyant notamment un renouvellement de la configuration des cabines et des services au sol, «afin de restaurer l'image internationale d'Alitalia», a précisé Air France-KLM dans un communiqué.

Le groupe franco-néerlandais a souligné sa «détermination à soutenir Alitalia dans son redressement et à la relancer en tant que compagnie aérienne nationale solide avec une couverture mondiale», ainsi qu'à restaurer ses parts de marché. Le groupe a affirmé que son plan de redressement n'ajouterait pas de suppressions d'emplois à celles déjà prévues dans le plan de

restructuration actuel d'Alitalia.

Air France, la première compagnie aérienne du monde en termes de chiffre d'affaires, avait annoncé le 6 décembre dernier avoir fait une offre indicative sur Alitalia.

Air One, la deuxième compagnie aérienne italienne en nombre de passagers derrière Alitalia, a également déposé une offre de reprise, qui comprend des investissements de plus de 4 milliards d'euros destinés à renouveler la flotte vieillissante de la société, ainsi qu'une augmentation de capital de 1 milliard d'euros.

Le conseil d'administration d'Alitalia doit se réunir aujourd'hui pour examiner ces deux offres.

Associated Press

QUEBECOR

SUITE DE LA PAGE 1

du marché financier est difficile», a-t-elle écrit lorsque le temps est venu de concéder aux marchés que l'opération n'avait pas fonctionné. Quelques jours plus tard, le 26, elle a annoncé la suspension du dividende sur les actions privilégiées.

Quebecor World misait alors beaucoup sur la vente de ses activités européennes. Une entente avait été conclue avec la société néerlandaise RSDB, le 7 novembre, portant sur une transaction de 341 millions, laquelle devait fournir à Quebecor World des liquidités pour solidifier sa position financière.

Or cette opération de vente a, elle aussi, dû être abandonnée lorsque les actionnaires de RSDB eurent refusé de donner leur bénédiction à la transaction. Cette annonce a eu lieu le 13 décembre.

«C'est un autre coup dur pour la direction de l'entreprise», a dit hier Jamie Wetmore, analyste chez DBRS, auprès de Canadian Press. «La tempête ne s'apaise pas.»

La performance financière de Quebecor World est sous pression. Au troisième trimestre clos le 30 septembre, la compagnie a généré des revenus de 1,4 milliard \$US, contre 1,5 milliard \$US un an plus tôt. Il en a résulté une perte de 315 millions \$US, comparativement à un bénéfice de 19 millions \$US l'an dernier.

La dette à long terme, toujours au 30 septembre, était de 2,2 milliards \$US.

Lorsque Quebecor World a annoncé l'abandon de la vente de ses activités européennes, Adam Shine, de la Financière Banque Nationale, a prévu des conséquences probablement négatives. «Il y a une possibilité de plus en plus probable que Quebecor World ait à déclarer faillite», avait-il écrit sans détour.

Quebecor World a aussi indiqué hier qu'un des membres du conseil, Reginald Brack, a offert sa démission «pour des motifs personnels». Il est remplacé par Jean La Couture, comptable et homme d'affaires.

Le Devoir

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

Sudoku par Fabien Savary

7		1	6					
		8			2	1		
4			9			8		
3	7						4	
		7	1					
		6	4		7			
		2	3					
	8	6			9	2		
5			8				3	

Niveau de difficulté : DIFFICILE 0740

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

8	6	5	9	3	2	1	7	4
4	1	3	7	5	8	6	9	2
2	9	7	6	4	1	5	8	3
7	5	6	2	9	4	3	1	8
1	2	8	5	6	3	7	4	9
9	3	4	8	1	7	2	5	6
5	7	2	3	8	9	4	6	1
6	4	9	1	2	5	8	3	7
3	8	1	4	7	6	9	2	5

0739

SUDOKU : le logiciel
10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté par notre expert Fabien Savary en exclusivité sur le site des Mordus
www.les-mordus.com

Faire des choix santé à l'épicerie est maintenant plus facile : recherchez le logo Visez santé

Faire des choix santé à l'épicerie pour vous et votre famille peut être tout un défi. C'est pourquoi la Fondation des maladies du cœur a créé le programme Visez santé.

Le logo Visez santé vous indique qu'un produit respecte les critères nationaux pour une saine alimentation.

Pour de plus amples renseignements, visitez notre site Web au www.visez-sante.org ou appelez la Fondation des maladies du cœur au 1-888-473-4636

Visez santé... pour faire vos choix-santé

FONDATION DES MALADIES DU CŒUR / HEART AND STROKE FOUNDATION

PRENEZ AVIS que Marc DUMONT en son vivant domicilié au 50, rue Lussier, Delson (Québec) J5B 1E9, est décédé à Greenfield Park, le 10 juillet 2005. Un inventaire de ses biens a été dressé conformément à la loi et peut être consulté par les intéressés, au 173, rue Saint-Charles Ouest, Longueuil, 450. 442.0173. Donné ce 14 décembre 2007. Réal Dumont, liquidateur

PRENEZ AVIS QUE M^{re} Mireille Fortier, notaire à Montréal, est en possession du greffe et des dossiers de Me André Hogue, (autrefois) notaire à Montréal, à titre de cessionnaire avec la permission du Comité administratif, tel qu'il appert d'une résolution en date du 23 novembre 2007. Noms de l'étude: HOGUE, FORTIER-FRÉCHETTE INC. Adresse: 7160, boul. Pie-IX, bureau 201, Montréal (Québec) H2A 2G4. Numéro de téléphone: (514) 727-9100. Heures de bureau: Lundi au vendredi, de 9h à 17h.

Avis de dissolution. Prenez avis que la compagnie, Cycle & Sports Dynamique (1988) inc. / Dynamic Cycle & Sports (1988) inc. a l'intention de demander sa dissolution au Registraire des Entreprises. Montréal, le 14 décembre 2007. Lebovics & Gytynbaum, SÉNÉCAL Avocats

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

AVIS LÉGAUX & APPELS D'OFFRES HEURES DE TOMBÉE

Les réservations doivent être faites avant 16h00 pour publication deux (2) jours plus tard.

Publications du lundi: Réservations avant 12 h 00 le vendredi

Publications du mardi: Réservations avant 16 h 00 le vendredi

Tél.: 514-985-3344 Fax: 514-985-3340

Sur Internet : www.ledevoir.com/avis.html www.ledevoir.com/offres.html

Courriel : avisdev@ledevoir.com

ALCOOLISME - TOXICOMANIE - JEU EXCESSIF

Tel.: 514-982-4533 (546) www.centredollardcornier.qc.ca

FONDATION DOLLARD-CORMIER

AVIS PUBLICS

TOMBÉES POUR LA PERIODE DES FÊTES

Le Devoir ne sera pas publié les 25 et 26 décembre 2007 ainsi que les 1^{er} et 2 janvier 2008.

Nos bureaux seront fermés ces mêmes jours.

RESERVATIONS ET MATERIEL

Publications des lundis 24 déc. et 31 déc.: les vendredis précédents avant 12h00
Publications des jeudis 27 déc. et 03 janv.: les vendredis précédents avant 16h00
Publications des vendredis 28 déc. et 04 janv.: les lundis précédents avant 16h00
Publications des samedis 29 déc. et 05 janv.: les jeudis précédents avant 16h00

Tél.: 514-985-3344 Fax: 514-985-3340

LE MONDE

Arabie saoudite

Le roi gracie la victime d'un viol

CHRISTIAN CHAISE

Dubaï — La décision du roi Abdallah de gracier une Saoudienne victime d'un viol collectif qui avait été condamnée à six mois de prison et à 200 coups de fouet, devrait clore une controverse de plus en plus domageable pour l'image de l'Arabie saoudite à l'étranger.

Ce fait divers, qui défrayait la chronique depuis la mi-novembre, avait provoqué une vague d'indignation dans les pays occidentaux, notamment aux États-Unis, où la Maison-Blanche avait qualifié la situation de « scandaleuse ». La grâce royale, annoncée dans la journée par le quotidien saoudien *Al-Jazira*, a été confirmée en soirée par le ministre de la Justice, Abdallah Ben Mohamed Al-Cheikh.

Cette annonce a été saluée aux États-Unis. « Il s'agit d'une décision que le roi Abdallah devait prendre au nom de l'Arabie saoudite, et nous pensons que c'est la bonne décision », a déclaré la porte-parole du président George W. Bush, Dana Perino.

Le roi Abdallah a la réputation d'être un réformateur prudent qui essaie de moderniser une société ultraconservatrice. Il a ainsi annoncé récemment un ambitieux projet de réforme judiciaire.

Cette affaire de viol avait de nouveau braqué l'attention sur le statut de la femme en Arabie saoudite, un sujet délicat pour les autorités qui sont la cible de critiques régulières en raison de la myriade d'interdits auxquels sont soumises les Saoudiennes.

Ces interdits ont pour origine le fait que le royaume est régi par les principes du wahhabisme, une interprétation très rigide de l'islam qui, au nom de la charia (loi islamique), impose une séparation totale des sexes.

Une femme se trouvant en compagnie d'un homme n'appartenant pas à sa famille très proche est ainsi dans une situation illégale appelée « khalwa ».

Un responsable saoudien, qui a demandé l'anonymat, a admis que la polémique avait nui au pays. « On sait qu'il y a des gens qui vont utiliser ça coûte que coûte » contre le royaume, a-t-il déclaré à l'AFP.

« On a laissé cette affaire dégénérer, pas seulement à l'étranger, mais ici aussi », a-t-il déploré, soulignant que le verdict du tribunal n'avait pas fait l'unanimité dans le pays. Certains spécialistes de la charia n'étaient pas d'accord et disaient que c'était hâtif, qu'on n'avait pas pesé les conséquences.

Surnommée « la fille de Qatif », du nom de la ville de la province orientale d'où elle est originaire, la victime, qui est mariée, avait été enlevée par sept hommes alors qu'elle se trouvait en compagnie d'un homme n'appartenant pas à sa famille. Les agresseurs les avaient ensuite violés tous les deux.

En octobre 2006, le tribunal de Qatif avait condamné les assaillants à des peines de prison allant de un à cinq ans, plus un nombre de coups de fouet compris entre 80 et 1000. En application de la charia, le viol est passible de la peine de mort. Mais le tribunal avait aussi condamné les deux victimes à 90 coups de fouet pour le délit de « khalwa ». Le 14 novembre, le même tribunal avait alourdi les peines des agresseurs, à entre deux et neuf ans de prison. Mais il avait aussi porté la condamnation de la jeune femme à six mois de prison et 200 coups de fouet, pour avoir, selon un journal, « tenté d'influencer le tribunal par voie de presse ». Autrement dit pour avoir rendu l'affaire publique.

Le ministère de la Justice avait ensuite répliqué aux critiques en affirmant que la victime avait admis avoir commis un adultère, ce que son avocat nie.

Mais l'annonce fin novembre par le ministre saoudien des Affaires étrangères Saoud Al-Fayçal qu'une « révision » du jugement était en cours traduisait l'embaras croissant du gouvernement, très soucieux de l'image du pays.

Agence France-Presse

Poutine deviendrait premier ministre sous Medvedev

Moscou — Le président russe Vladimir Poutine a annoncé hier qu'il accepterait le poste de premier ministre si son dauphin Dimitri Medvedev est élu lors de l'élection présidentielle de 2008. Vladimir Poutine a précisé lors du congrès de son parti Russie unie qu'il n'entendait pas revenir sur le partage des tâches entre le président et le chef du gouvernement.

« Si les gens accordent leur confiance à Dimitri Anatolievitch Medvedev et s'il est élu président, alors je serai prêt à continuer mon travail en tant que premier ministre », a déclaré le président russe. « Je n'ai pas de honte ou de peur à confier les rênes du pays, la destinée de la Russie, entre les mains d'un tel homme. »

Le maître du Kremlin a apporté la semaine dernière son soutien à son vice-premier ministre, âgé de 42 ans, pour lui succéder, une décision qui ouvre la voie à l'élection de celui-ci lors de la présidentielle du 2 mars prochain. Ce soutien a été entériné hier par le parti majoritaire à la Douma, la chambre basse du Parlement.

La plupart des observateurs ne doutent pas des chances de Dimitri Medvedev d'être élu, étant donné l'emprise de Poutine sur le pays. Le président russe, à qui la Constitution interdit de briguer un troisième mandat, n'a pas caché ses intentions de continuer à peser sur la vie politique russe. Il était jusqu'à présent resté flou sur ses intentions exactes, évoquant à plusieurs reprises la possibilité de devenir premier ministre — ce qu'il vient donc de confirmer.

« Je ne doute pas une seconde de ce que Vladimir Poutine, à l'avenir, va utiliser ses immenses ressources politiques et professionnelles, son influence à la fois dans la société et dans le monde, pour le bien de la Russie », a souligné Dimitri Medvedev.

Vladimir Poutine, dont la cote de popularité dépasse les 80 %, a consolidé son autorité sur la Russie au cours de ses presque huit années au Kremlin, notamment en renforçant le contrôle des médias.

Né en septembre 1965 à Leningrad (aujourd'hui Saint-Petersbourg), Dimitri Medvedev a enseigné le droit dans la même ville de 1990 à 1999. Il a conseillé dès 1990 Vladimir Poutine, rentré cette année-là à Saint-Petersbourg après cinq ans en poste en Allemagne de l'Est comme officier du KGB. Lorsque Vladimir Poutine a été nommé premier ministre en 1999, il a fait appel à Dimitri Medvedev comme directeur adjoint de cabinet. Vice-premier ministre depuis 2003, Medvedev est également président du conseil d'administration du groupe gazier russe Gazprom.

Associated Press

Moscou livre de l'uranium à l'Iran, qui continue à en enrichir

VALÉRIE LEROUX

Moscou — La Russie a annoncé hier qu'elle avait commencé à livrer du combustible nucléaire à l'Iran pour la centrale de Bouchehr, « sous le contrôle » de l'AIEA, et a réitéré l'appel à Téhéran à cesser tout enrichissement d'uranium, immédiatement rejeté.

Les premiers conteneurs de combustibles, « préalablement scellés par des inspecteurs de l'AIEA [Agence internationale de l'énergie atomique] », sont arrivés dimanche sur le site de Bouchehr dans le sud de l'Iran, a annoncé le constructeur russe de la centrale, Atomstroexport, dans un communiqué.

« Ils ont été placés dans un entrepôt spécial, sous garantie de l'AIEA, auquel un système international de "garde et de surveillance" est appliqué », a-t-il ajouté.

Au total, 163 blocs principaux et 17 de réserve contenant de l'uranium U-235 enrichi à 3,62 % seront livrés « par étapes pendant deux mois ». Le combustible doit être livré six mois avant la mise en service de la centrale.

« Tout le combustible livré se trouvera pendant toute la durée de sa présence sur le territoire iranien sous la garantie et le contrôle de l'AIEA », a insisté le ministre russe des Affaires étrangères dans un communiqué.

« La partie iranienne a, en complément, présenté des

garanties écrites que ce combustible serait utilisé exclusivement pour la centrale de Bouchehr », a-t-il ajouté. Une fois usagé, il « sera ramené en Russie pour y être retraité et stocké ».

En contrepartie, Moscou a appelé l'Iran à « prouver le caractère pacifique de son programme nucléaire » et à « arrêter ses travaux d'enrichissement d'uranium », en notant que l'approvisionnement de Bouchehr en combustible était « assuré pour toute sa durée d'exploitation ».

« Centrale autochtone »

L'Iran a aussitôt répliqué qu'il poursuivait son enrichissement d'uranium, contre la volonté de la communauté internationale, afin d'alimenter sa future centrale nucléaire de Darkhoyen.

« Nous avons une centrale autochtone avec une capacité de 360 mégawatts à Darkhoyen qui est en construction, et cette centrale aura besoin de combustible », a déclaré le chef de l'organisation iranienne de l'énergie atomique Gholam Reza Aghazadeh.

Pour Israël, cette annonce est la preuve que l'Iran entend se doter de l'arme nucléaire. « L'enrichissement d'uranium n'a pas d'autre explication que la volonté [de l'Iran] d'acquiescer l'arme nucléaire », a affirmé le ministre des Affaires stratégiques, Avigdor Lieberman.

Emboitant le pas à Moscou, la Maison-Blanche a aussi martelé que la livraison d'uranium russe à l'Iran constituait une raison de plus pour que Téhéran suspende ses activités nucléaires les plus sensibles.

La livraison d'uranium russe « a fait partie des discussions dès le premier jour, nous n'avons donc pas d'objection », a ajouté la porte-parole du président George W. Bush, Dana Perino.

Malgré un rapport du Renseignement américain faisant état d'une suspension du programme nucléaire militaire iranien en 2003, les Occidentaux veulent continuer à exercer une pression sur Téhéran pour l'amener à suspendre l'enrichissement d'uranium, susceptible, selon eux, de conduire à la fabrication d'armes nucléaires.

La Russie insiste pour sa part sur le fait qu'il n'y a pas de composante militaire dans ce programme et s'oppose, tout comme la Chine, à de nouvelles sanctions contre Téhéran au Conseil de sécurité de l'ONU.

La Russie et l'Iran avaient annoncé jeudi être tombés d'accord sur un calendrier pour l'achèvement de la centrale nucléaire de Bouchehr, qui doit entrer en service courant 2008.

Agence France-Presse

Deux millions de pèlerins à La Mecque
Mahmoud Ahmadinejad devient le premier président iranien à participer officiellement au hadj

FARHAD POULADI

La Mecque — Quelque deux millions de musulmans se sont rendus hier à Mina, près de La Mecque, au premier jour du hadj, le pèlerinage annuel auquel participe pour la première fois le président iranien Mahmoud Ahmadinejad.

A pied ou en autobus, la foule de fidèles a pris dès l'aube la route de Mina, une vallée aride à quelques kilomètres à l'est de la ville sainte, retraçant ainsi le trajet emprunté il y a plus de 1400 ans par le prophète Mahomet.

Les hommes sont vêtus de deux pièces de tissu blanc non cousu et les femmes sont entièrement couvertes à l'exception du visage et des mains.

Répétant en chœur « Me voilà Allah, mon voilà répondant à ton appel », les pèlerins ont emprunté des routes ou tunnels aménagés pour atteindre la vallée.

Lieu à hauts risques, Mina a été le théâtre de la bousculade la plus meurtrière, en juillet 1990 quand 1426 pèlerins, asiatiques pour la plupart, avaient péri asphyxiés dans un tunnel, vraisemblablement à la suite d'une panne du système de ventilation.

Selon l'agence officielle SPA, les forces de sécurité contrôlent et guident les fidèles. D'importants moyens médicaux sont prêts à intervenir en cas de besoin.

Après une journée de prière et de recueillement, ils devaient dormir sous des tentes avant de gagner aujourd'hui la deuxième étape du pèlerinage, le mont Arafat ou le Mont de la Miséricorde.

En haut de cette colline, ils resteront longtemps à prier et à implorer le pardon de Dieu. L'attente des pèlerins au sommet symbolise l'attente du Jugement dernier et constitue le principal temps fort du hadj.

Les reviendront ensuite à Mina pour immoler un animal, en souvenir du sacrifice que faillit accomplir Abraham en voulant sacrifier son fils sur ordre de Dieu. Ce rituel marque le début de la fête d'Al-Adha, célébrée cette année le mercredi.

Parmi les hôtes de marque cette année, le roi Abdallah d'Arabie saoudite a invité M. Ahmadinejad, arrivé hier dans la ville sainte de Médine.



Pèlerins aux abords de la grande mosquée.

ALI JAREKI REUTERS

« Pendant ce voyage, outre le pèlerinage saint du hadj, j'aurai des entretiens avec des responsables », a dit le président iranien avant son départ, ajoutant qu'il « rencontrera aussi la grande communauté musulmane présente au pèlerinage ».

C'est la première participation officielle d'un président iranien au pèlerinage.

L'Iran à majorité chiite et l'Arabie saoudite à majorité sunnite tentent depuis quelques années de renforcer des relations longtemps empreintes de méfiance.

En juillet 1987, 402 pèlerins, dont 275 iraniens selon un bilan officiel, avaient été tués à La Mecque où les forces de l'ordre saoudiennes avaient réprimé une manifestation de pèlerins iraniens contre les États-Unis et Israël. Pour Riyad, le pèlerinage ne doit pas servir de forum politique.

Agence France-Presse

Mbeki paraît devoir perdre le contrôle de son parti

ISABEL PARENTHOEN

Polokwane — Le chef de l'État sud-africain Thabo Mbeki semblait devoir perdre aujourd'hui le contrôle du parti au pouvoir, à en juger par le soutien massif à son rival Jacob Zuma exprimé hier soir par les délégués du Congrès national africain (ANC).

A deux années de la fin de son mandat à la tête du pays, Thabo Mbeki devrait passer la présidence du tout puissant parti au tribunal zoulou, réduisant considérablement sa marge de manœuvre jusqu'à l'élection présidentielle de 2009.

Le vote, à l'origine prévu hier, a été repoussé à aujourd'hui, en raison de points de procédure soulevés par l'un et l'autre camp lors du congrès de l'ANC à Polokwane.

« Nous avons deux candidats pour la fonction de président, qui figureront tous deux sur la liste des candidats demain [aujourd'hui], camarade Thabo Mbeki et camarade Jacob Zuma », a déclaré la présidente de la commission électorale, Dren Nupen, en annonçant la nomination officielle des deux prétendants.

Et lorsque les noms de deux proches de Zuma furent soumis au congrès pour approbation, près des trois quarts des 3900 délégués se sont levés pour exprimer leur soutien, ont constaté les journalistes de l'AFP.

L'annonce des candidats à la présidence et aux cinq postes dirigeants du parti a pris 24 heures de retard. Hier, le congrès a dû travailler à un consensus sur le quota de femmes au comité directeur, ainsi que sur la taille

du comité. Il a fallu aussi établir le nombre de délégués qualifiés pour voter.

Tirant profit de la déception des plus pauvres en ce qui a trait à la politique économique libérale de Mbeki, Zuma avait emporté une très large majorité des voix lors de la désignation des candidats dans les sections du parti, avec 61 % des votes, cinq provinces sur neuf ainsi que le soutien de la Ligue des femmes et de celle des jeunes.

Depuis le début du congrès, la profonde division qui scinde le parti est révélée au grand jour, prenant la forme d'un concours de chants et de danses. Tôt hier, l'immense chapiteau qui abrite la réunion s'était ainsi rempli de partisans de Zuma. Mais les supporters de Mbeki sont vite arrivés en masse, jusqu'à dépasser un millier de personnes brandissant trois doigts en l'air (symbole d'un 3^e mandat pour le chef de l'État à la tête de l'ANC, qu'il dirige depuis 1997).

La veille, Mbeki était dès l'ouverture passé à l'attaque contre son rival, appelant le congrès à élire un dirigeant « épris de ferveur éthique » à la tête du parti ultramajoritaire depuis la chute de l'apartheid en 1994.

Zuma risque une inculpation pour corruption et fraude fiscale dans une affaire de contrat d'armement.

Elu à la tête du parti, Zuma deviendrait probablement le prochain président du pays, à condition qu'il échappe au procès.

Agence France-Presse

EN BREF

Le New Jersey abolit la peine de mort

Trenton — Le New Jersey est devenu hier le premier État américain depuis plus de quatre décennies à abolir la peine de mort. Le texte législatif, signé par le gouverneur John Corzine et approuvé la semaine dernière par l'Assemblée et le Sénat du New Jersey, remplace la peine capitale par la réclusion à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle. La mesure permet à huit hommes d'échapper à la peine de mort dans l'État. Bien que le New Jersey ait rétabli la peine de mort en 1982, six ans après la décision de la Cour suprême américaine d'autoriser les États à reprendre les exécutions —, aucun détenu n'a été exécuté dans l'État depuis 1963. Les derniers États à avoir aboli la peine de mort sont l'Iowa et la Virginie occidentale, en 1965, selon la Coalition nationale pour l'abolition de la peine de mort. — AP

États-Unis: les villes ont du mal à aider les SDF

Washington — Les grandes villes américaines ont des difficultés à aider les sans domicile fixe qui sont de plus en plus nombreux à demander un toit et une aide alimentaire, selon une enquête annuelle de la Conférence américaine des Maires, publiée hier. Cette enquête rassemble les données de 23 grandes villes, dont notamment Los Angeles, Detroit, Miami, Denver et Chicago. Quatre villes sur cinq (80 %), selon cette étude menée de novembre 2006 à octobre 2007, affirment que la demande d'aide alimentaire a fait un bond de 12 % sur un an. Les villes n'arrivent pas à donner de la nourriture à tous ceux qui en ont besoin: 17 % des demandeurs n'ont pas d'aide alimentaire et 15 % des familles avec enfants qui en ont besoin ne reçoivent rien. Quant aux SDF, près d'un quart d'entre eux (23 %) sont des familles avec enfants. — AFP

Livre-cadeau idéal

Nathalie ELLIOTT

MON PREMIER DICTIONNAIRE FRANÇAIS ILLUSTRÉ

POUR TOUT LE PRIMAIRE
2^e ÉDITION

1200 pages - 40,45 \$
ISBN 978-2-7601-5974-7

GUÉRIN, éditeur titre
514-842-3481

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications

CULTURE

MÉDIAS

Le « président people » frappe très fort

Nicolas Sarkozy et Carla Bruni faisaient hier la une de plusieurs journaux après avoir été photographiés ensemble

PAUL CAUCHON

Obsession d'un président pour la célébrité, américanisation de la société française, insultes et vœux de bonheur, tout y est passé hier dans la presse française. Le sujet du jour: la liaison spectaculaire du président Nicolas Sarkozy avec la mannequin-chanteuse Carla Bruni.

Cette liaison, annoncée dimanche sur le site Internet de *L'Express*, a fait la une de presque tous les médias de France, tout à la fois irrités et fascinés par ce « président people ».

La réaction était tout aussi vive chez les internautes qui écrivaient en grand nombre sur les différents sites Internet (plus de 400 commentaires sur le site de *Libération* en fin d'après-midi hier).

Selon ce que l'on apprend dimanche, trois magazines, *Point de vue*, *Paris-Match* et *Closer*, doivent publier dans leur édition de demain des photos du nouveau couple, qui ont été prises avec leur consentement tacite alors qu'ils visitaient Eurodisney.

Chez les journaux plus à droite, ou plus « people », on annonce presque le mariage. *Le Figaro* demandait carrément hier à ses lecteurs « Carla Bruni ferait-elle une bonne première dame? », alors que *Point de vue* tirait, presque ému: « Carla Bruni, la dame de cœur du président ».

Chez les journaux plus au centre ou plus à gauche, les titres apportent plutôt un élément de critique. « Conte de fées chez Disney » titrait *Libération*, qui publiait une analyse de l'écrivain Christian Salmon sur le fait que « Sarkozy transforme la vie publique en feuilleton ». Pour cet auteur, « il s'agit d'une logique de communication fondée sur la narration et la mise en scène d'histoires pour contrôler l'agenda médiatique ». La première phrase du texte général de *Libé* donnait le ton: « Le démon de la "pipolisation" le reprend... ».

Sur le site du magazine *Marianne*, le directeur ad-

joint de la rédaction, Nicolas Domenach, écrit une longue analyse pour expliquer que Jacques Chirac n'avait jamais mis les pieds à Eurodisney, et que François Mitterrand ne s'y est jamais compromis. « Bienvenue au pays apparemment souriant de la modernité "cocacolisée" », dit-il.

Plusieurs internautes vont dans le même sens, voyant dans ce voyage à Eurodisney un symbole de la décadence de la France. La citation la plus mordante et la plus méchante, on l'a lue sur le site Internet *Rue89*: « Scoop à Disneyland: Grincheux se tape Blanche-Neige ».

Plusieurs journalistes et internautes remarquent aussi que le président Sarkozy avait connu une semaine difficile pour son image, à fréquenter l'infréquentable colonel Kadhafi en visite à Paris. Cette nouvelle histoire fait donc diversion, de la part d'un président très doué pour jouer avec l'image publique. Réaction d'un internaute sur *Libération*: « Pendant que Kadhafi visite le Louvre, Sarkozy visite Disneyland. C'est ça, l'exception culturelle française ».

Sur le site du *Nouvel Observateur*, pas moins de 9 entrées (textes ou vidéos) étaient consacrées hier au sujet. Dans une entrevue, un spécialiste fait remarquer que la presse traditionnelle « annonce ce que fera la presse "people" », ce qui est une façon se de dédouaner et de « garder sa dignité ».

Sur *Marianne*, Nicolas Domenach résume ainsi le changement radical opéré par ce président par rapport à ses prédécesseurs: Sarkozy « se vit comme une star du showbiz, écrit-il. Alors, il fait le show. Cela fait partie de son personnage et de la nouvelle communication politique qu'il met en œuvre ». Bref, chaque publication se positionne selon ses propres orientations idéologiques, mais tous commentent allègrement...

Le Devoir

THÉÂTRE

On peut toujours rêver



Michel Bélair

Quand se font entendre les premiers grelots, à l'horizon du temps des Fêtes, c'est que le temps est venu de regarder ce que le milieu théâtral a pu brasser de neuf et de bon et de riche depuis le début de la saison alors qu'il y avait encore des feuilles vertes dans les arbres et que le vent ne soufflait pas des galaxies de poussière blanche dès que l'on ose mettre le nez dehors... vous vous souvenez?

Eh bien, l'automne nous aura d'abord et surtout apporté, rappelez-vous, un événement majeur, des retombées duquel on n'arrive toutefois pas à mesurer encore l'importance... parce qu'elles sont toujours inexistantes. Il s'agit bien sûr des deuxièmes États généraux du théâtre québécois qui, pendant quatre jours, ont réuni à Montréal, en octobre, à peu près tous les praticiens du théâtre, de quelque côté de quelque barrière qu'ils soient. Pour la première fois depuis très longtemps, tout le monde était là: comédiens, metteurs en scène, concepteurs, directeurs, administrateurs, diffuseurs, etc.: toute la grande famille. Et tout le monde a joué le jeu en disant ce qu'il avait à dire.

On a, évidemment, un peu, beaucoup, passionnément discuté en remettant en question plein de façons de fonctionner qui ne fonctionnent plus tellement bien et qui font que le milieu étouffe tout autant qu'il se mord la queue en courant de plus en plus vite et en occupant de plus en plus d'espace... comme les bonshommes gonflables qui se sont mis à surpeupler les balcons enneigés depuis quelques semaines.

Préparés de longue haleine par une équipe dévouée qui a réussi à embarquer tout le monde dans le même bateau (chapeau encore à Martin Faucher et à sa bande du Conseil québécois du théâtre!), les États généraux auront d'abord affiché la fierté et la passion des artisans du théâtre d'ici. Mais on y a aussi braqué les projecteurs sur les conditions de vie et de travail souvent hallucinantes et inacceptables de plusieurs secteurs du milieu que l'on n'ose même plus dire de la « relève » parce qu'ils font partie du paysage (sans en être) depuis trop longtemps... On aura littéralement épluché à les programmes mis en place depuis un quart de siècle en dégagant des principes directeurs comme en suggérant une foule de petits amendements pratiques, oui, mais surtout en dressant la liste des priorités et des urgences à traiter d'abord pour que tous puissent avoir les moyens de faire la preuve de la maturité de leur art. Bien. Mais deux mois après l'exercice, qu'est-ce qui reste de tout cela? Hum?

Jusqu'ici, rien. Sinon d'inoubliables souvenirs d'intensité... Tout le monde a beaucoup réflé-

chi, discuté, s'est mis d'accord à la suite de longs échanges, mais tout est encore à venir et tout est encore à faire.

À la fin de la réflexion, on sait que, collectivement, le milieu a recouché d'une liste de 75 recommandations. En principe, ce cahier de propositions émanant des « théâtres » réunis en assemblée générale est le reflet de ce que le milieu pense de la façon dont les choses devraient fonctionner à l'avenir. Ce qu'il met d'abord en relief, c'est que la culture en général et le théâtre en particulier sont des services essentiels. Et qu'une collectivité comme la nôtre, qui se définit d'abord par sa différence culturelle, doit se donner les moyens de s'affirmer encore davantage en rendant la culture accessible au plus grand nombre. Rien de moins. Plus il y en aura, mieux ce sera!

Ce cahier de propositions, le CQT travaille toujours à sa rédaction définitive. Bientôt, il devrait se mettre à circuler, et la ministre des Affaires culturelles en recevra elle aussi une « copie officielle ». C'est à ce moment que l'on verra vraiment sur quelles actions et sur quels programmes concrets déboucheront les deuxièmes États généraux du théâtre québécois. D'ici là, même si le cortège de signataires émanant du milieu est particulièrement clair, on peut toujours rêver.

Mais direz-vous, ouh! ouh! ouh! le milieu théâtral, ce n'est pas seulement les États généraux du théâtre; c'est aussi et d'abord les dizaines et les dizaines de productions venues de toutes parts, des petites comme des grandes compagnies, pour faire en sorte que la vie soit plus vivable qu'elle ne l'était en début de saison.

On pense tout de suite à deux spectacles, mémorables: *L'Enlèvement d'Oliver Kemeid*, d'après Virgile, qui prend fin demain soir à l'Espérance libre et *Les Emigrés* de Slawomir Mrozek dans la mise en scène d'Alexandre Marine, qui prenait fin au Prospero le week-end dernier. Dans les deux cas, un texte, une mise en scène et des comédiens remarquables. Un thème presque commun aussi, celui d'humains transplantés en terre étrangère. Et oui, ceux qui ont vu ces deux réussites exceptionnelles ont en main et au cœur des outils qui permettent de mastiquer plus fin les morceaux de réalité avec lesquels il faut négocier quand on se lève le matin, tous tant que nous sommes.

On pense à des audaces aussi; comme d'oser adapter *L'Illiade* pour le théâtre comme l'a fait

Alexis Martin en début de saison au TNM, ou *La Métamorphose* de Kafka revue par Oleg Kisseliov chez Prospero dans lequel Jean-François Casabonne livrait une performance absolument brillante. Et puis il y a eu cet *Othello* tout dépouillé qu'Ubu proposait à l'Usine C dans la mise en scène provocante presque de Denis Marleau. Et ce *Vrai monde?* de Tremblay monté de belle et rafraîchissante façon par René Richard Cyr chez Duceppe. Sans compter cette *Marie Stuart* de Schiller au Rideau Vert dans la version « hyper-réaliste » d'Alexandre Marine avec une bouleversante Sylvie Drapeau. Ou ces deux réussites aussi au Théâtre d'aujourd'hui: *Terre océane* de Daniel Danis et *Je suis d'un would be pays* de François Godin. Et ces retours attendus: *Le Projet Andersen*, *Le Discours de la méthode*, *Hippocampe*, *Léon le nul...* Et j'en oublie, bien sûr...

Tous ces spectacles, et bien d'autres encore, viennent affirmer par leur différence la nécessité absolue d'un milieu théâtral fort, vivant et dénonciateur. Oui le théâtre aide à mieux respirer, à mieux vivre et à mieux s'investir dans la réalité de tous les jours; et ce sera encore tout aussi vrai, si non plus, dans l'année qui vient. Amen.

Nouvelles résidences

Le Centre des auteurs dramatiques (CEAD) annonce en début de semaine les noms des participants à sa première « résidence individuelle d'écriture internationale » qui se tiendra à Montréal, de janvier à mars. Parmi les 100 candidatures soumises par des dramaturges du monde entier, le CEAD a retenu trois noms: ceux de François Samuel Gallet, qui inaugurera le nouveau programme en janvier, et Christophe Pellet, qui y mettra fin en mars et celui du Canadien David S. Young, qui lui sera là en février. En plus d'offrir aux auteurs des conditions favorables pour la création de leur projet, le CEAD profitera de leur passage pour organiser dans ses nouveaux locaux du Vieux-Montréal des rencontres et des lectures publiques de leur travail selon une formule « salon ». On vous tiendra au courant dès que l'on en saura un peu plus.

Et là-dessus, je me permets de vous souhaiter la plus reposante, la plus belle et plus joyeuse période du temps des Fêtes que vous ayez jamais vécue! On se revoit de l'autre côté du pont de la nouvelle année, en janvier.

EXPOSITION

L'Afghanistan au Musée canadien de la guerre

ANNE MICHAUD

Jusqu'au 27 avril 2008, le Musée canadien de la guerre présente une exposition intitulée *Afghanistan - Chroniques d'une guerre*. L'exposition rend compte des expériences des militaires canadiens ayant participé au conflit afghan depuis 2001. A un moment où l'a participation canadienne à ce conflit génère beaucoup de discussions, sinon d'opposition, cette initiative du Musée canadien de la guerre ne doit pas être vue comme un geste d'appui au maintien des troupes canadiennes en poste, du moins selon le directeur général du Musée, Joe Geurts. M. Geurts considère qu'il s'agit plutôt comme un outil permettant aux Canadiens de mieux comprendre les causes et les conséquences de notre participation à ce conflit.

À cet égard, l'exposition s'ancre par un rappel des événements qui ont conduit à l'engagement initial du Canada en Afghanistan, soit les attentats terroristes du 11 septembre 2001. Des artefacts tels qu'un fragment de l'un des avions qui se sont écrasés sur le World Trade Center, des documents audio ainsi que des reproductions des pages frontispices des journaux canadiens du lendemain rappellent l'atmosphère qui régnait à ce moment-là. Par la suite,



FINBARR O'REILLY REUTERS

L'exposition suit les troupes canadiennes dans les diverses missions qui leur ont été confiées.

L'exposition suit les troupes canadiennes dans les diverses missions qui leur ont été confiées et rend compte du changement de nature de ces missions au fur et à mesure de l'évolution de la situation sur le terrain. Le tout se termine avec un appel aux visiteurs à réfléchir aux quatre grands défis qu'a posés, et que pose toujours, le conflit afghan au gouvernement canadien: y aller, quitter, rester et décider.

L'exposition *Afghanistan - Chroniques d'une guerre* tire son origine des documents photographiques et vidéo des journalistes canadiens Stephen Thorne, de *La Presse* canadienne, et Garth Pritchard, un documentariste indépendant. Ce sont eux qui ont contacté le Musée

canadien de la guerre en 2006 pour suggérer qu'une exposition soit montée à partir des quelque 35 000 photographies et 300 heures de vidéo qu'ils avaient accumulées au cours de leurs séjours en Afghanistan. Les responsables du Musée avaient d'abord pensé présenter quelques-unes de ces photos et vidéos en complément de l'exposition permanente, mais en voyant la quantité et la qualité du matériel que Thorne et Pritchard leur proposaient, ils ont conclu que c'était l'occasion de montrer au public canadien des aspects de ce conflit qui sont généralement passés sous silence.

Collaboratrice du Devoir

À LA TÉLÉVISION

CANAUX	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit
SRC	Le Téléjournal	La Petite Vie	La Facture	Providence	Les hauts et les bas de Sophie Paquin	Le Téléjournal	La Zone	Cinéma (23:45)					
TVA	Le TVA 18 heures	Le Cercle	Les Gags	Cinéma / LA FLORIDA (6) avec Rémy Girard, Pauline Lapointe					Le TVA 22 heures	Monk		Musicographie / Martin Deschamps	
TO	Passé-Partout	Cinéma / KIRIKOU ET LA SORCIÈRE (3) Dessins animés	Robin des Bois	Cinéma / UN CRABE DANS LA TÊTE (4) avec David La Haye, Isabelle Blais							Cinéma / TIRELIRE, COMBINES ET CIE (4) avec Vincent Bolduc (22:49)		
TQS	Gr. Journal (16:30)	Flash	450, Chemin du goif	Cinéma / LA FILLE DU PÈRE NOËL (6) avec Kathy Ireland, Mary Donnelly-Haskell					Le Journal du soir	110%	L'avocat du diable	Pub	
RDI	RDI en direct	Dominique Poirier...	Hatshepsout, le mystère...	Le Téléjournal	D. Poirier	Le National	Le Téléjournal	Jrnl RDI					
TV5	(17:55) Jrnl FR2	Toute une histoire	National Geographic	Un tueur si proche	Émeutes	Vie privée, vie publique							
D	Drôle...	...tortue	Biographies / ABBA	Mayday	National Geographic	Un tueur si proche	Émeutes	Vie privée, vie publique					
VIE	Déco sur...	Oui, je...	Erreurs médicales?	Délivrez-moi... mes kilos	À deux... maisons!	Décor...	Métamor...	Oui, je...	Le goût...				
MP	Top5.anglo	Top5...	Presque... M. Net	InfoPlus / Nu Musik	...clips	TopRock	Bam se...	Matche...	...Pussycat Doll	Top5.anglo			
MX	Liaison...	Musique	Top5.anglo	Top5...	Musicothèque	En chute...	Liaison...	Hollywood Fantaisies	La Mode...	Musique			
VRAK TV	Les Frères Scott	Grenade...	H. Montana	...le trouble	70	Smalville	R-Force	Degrassi...	...le trouble	R-Force			
TF	Simpson	Naruto	Chaotic	Bakugan	6TEEN	Père Noël	Simpson	Henri pis...	Décalés...	South Park	La Clique	Star...	Henri pis...
RDS	Sports 30	Hockey / Panthers	Canadiens						Sports 30	Canadiens express			
HISTORIA	Tournants de l'Histoire	À vos marteaux!	Passion Maisons	Red Cap Police Militaire	Cinéma / CINQ PIÈCES FACILES (3)								
ARTV	Soi: le retour...	Le Pape Jean XXIII	Cinéma / JOYEUX NOËL	MADAMOISELLE KING									
SERIES +	Les Experts	Sue Thomas, l'oeil du FBI	Hôtel Babylon	Bones	New York 911	Antonia - des larmes...	Rex						
CANAL Z	La porte des étoiles	Le banc...	Doctor Who	Medium	Threshold	Le gars...							
C SAVOIR	Stratégies... touristiques	Secteur 103	Une histoire de l'univers	Canada... défi afghan	Marketing	Jeux de vie	N. Sarkozy						
ÉVASION	Québec...	...Nations	Mordu de la pêche	Sensations Floride	Les marches de Philippe	...belles	Hakuna Matata	...étoiles	Québec...				
TFD	...choux	Écoute...	Insecta	À la une!	L'amour au XXIe siècle	Cinéma / LE JOURNAL D'UNE FEMME DÉ...	...grands magazines	Frontières					
CBC	CBC News at Six	Coronation	Stuart...	Holiday Festival on Ice	John McDermott	The National	The Hour	Arrested...					
CTV (mont.)	CTV News	MTV...	Degrassi	Duel	NCIS	The Agenda	Cinéma / MAGNIFICENT 7	The Choir					
GBI	News	House...	ET Canada	E.T.	NCIS	The Unit	...to Jim	Boston Legal	Sex... City	Nightline	[Kimmel		
TVO	Word Girl	Michaela	...Parks	...Rivers	The Agenda	Cinéma / MAGNIFICENT 7	The Choir	The Agenda	Late Show with...	(23:35)			
ABC	Let's Play...	ABC News	...Raymond	Will, Grace	Duel	NCIS	The Unit	...to Jim	Boston Legal	Sex... City	Nightline	[Kimmel	
CBS	News	CBS News	E.T.	NCIS	The Unit	...to Jim	Boston Legal	Sex... City	Nightline	[Kimmel	Late Show with...	(23:35)	
NBC	News	NBC News	Jeopardy	Wheel...	Clash of the Choirs	The Biggest Loser	House	News	TMZ	Family Guy	Seinfeld	Scrubs	
FOX	King... Hill	Simpsons	Two and a Half Men	Bones	House	News	TMZ	Family Guy	Seinfeld	Scrubs	Charlie Rose		
PBS (33)	The Newshour	BBC News / Outdoor...	Nova / Missing in	MIG Alley	Independent Lens / An Unreasonable Man	Frontline	BBC News						
PBS (57)	BBC News / Business...	The Newshour	Wired Science	Degrassi	MTV...	Duel	Spice Girls: Giving you Everything	CTV News	CTV News	TMZ (00:05)			
CTV (60)	CTV News	CSI: Miami / Cinq épisodes	Quartet Plus 4 at Xmas	Cinéma / STILL CRAZY (4) avec Stephen Rea	Law & Order	...a Trace							
BRAVO	Street Legal	Heart Beat / Xmas...	How it's Made	Future Weapons / Israel	After the Catch	Daily Planet	CSI: New York	Crime Stories	Blitz				
DISCOVERY	Mean Machines	Daily Planet	The First Blitz	GO Deep	CBC News: The National	Let's all Hate Toronto	CBC News: The National	CSI: Crime Scene...	CSI: Miami				
HISTORICAL	Disasters of the Century	CBS: New York	The Hour	Regenesis	Trailer...	Kenny...	Rescue me	CSI: Crime Scene...	CSI: Miami				
SHOWCAST	BBC News	CBC News	Politics	The Ink	London Ink	Real Housewives of OC	Tori, Dean	Newlywed	The List	...Mamas	...of OC		
LEARNING	Flip that House	More Crazy Xmas Lights	The List	...Mamas	Boxing / Floyd Mayweather - Ricky Hatton	Prank...	Fries with	Futurama / Pinky	Naruto	Shadow...	Mystery...	Prank...	Futurama
LIFE	Three Takes	Women...	The List	...Mamas	Boxing / Floyd Mayweather - Ricky Hatton	Prank...	Fries with	Futurama / Pinky	Naruto	Shadow...	Mystery...	Prank...	Futurama
TSN	Off the Ice	Sportscent.	...Hockey	Pardon...	Prank...	Fries with	Futurama / Pinky	Naruto	Shadow...	Mystery...	Prank...	Futurama	
YTV	Holiday	(19:15)	Malcolm...	Prank...	Fries with	Futurama / Pinky	Naruto	Shadow...	Mystery...	Prank...	Futurama		
CANAUX	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit

Classification des films: (1) Chef-d'œuvre — (2) Excellent — (3) Très bon — (4) Bon — (5) Passable — (6) Médiocre — (7) Minable

NOS CHOIX

CE SOIR

Paul Cauchon

LA FLORIDA

Un film populaire, qui date de plus de dix ans, sur la fascination des Québécois pour la Floride... TVA, 19h30

TÊTES À CLAQUES.TV

Depuis hier, la télévision publique diffuse quelques minutes des trop célèbres *Têtes à claques* tous les soirs. Radio-Canada, 20h

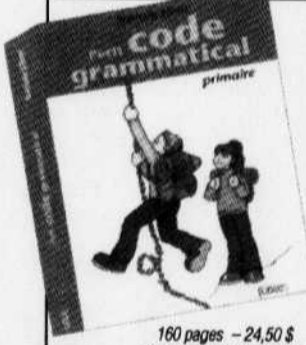
ROBIN DES BOIS

Un nouvelle adaptation du célèbre héros, par la BBC, que Télé-Québec diffuse tous les soirs pendant la période des Fêtes. Télé-Québec, 20h

HATSHEPSOUT, LE MYSTÈRE DE LA FEMME PHARAON

Fascinant: la première femme pharaon, reine de la XVIIIe dynastie égyptienne, est une énigme, et sa momie a été identifiée l'été dernier seulement. TV5, 20h

LES HAUTS ET LES BAS DE SOPHIE PAQUIN
Dernier épisode de ce soir. Radio-Canada, 21h



Nathalie ELLIOTT

PETIT CODE GRAMMATICAL

Primaire

160 pages — 24,50 \$
ISBN 978-2-7608-5292-1

LIDEC inc.
514-843-5991

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

Approuvé par le MÉQ

CULTURE

PATRIMOINE

Nouveaux espoirs de sauvetage à l'horizon pour la maison LaFontaine

FRÉDÉRIQUE DOYON

Les espoirs de sauver la maison LaFontaine, située au cœur de Montréal, refont surface. Selon l'un de ses plus ardents défenseurs, le sénateur Serge Joyal, des programmes annoncés cet automne par le gouvernement du Québec offrent à la Ville une marge de manœuvre pour acquérir et éventuellement restaurer ce monument historique cité.

«Il y a espoir parce qu'il y a maintenant des programmes qui sont qualifiés pour que la Ville puisse obtenir des contributions des gouvernements à la fois canadien et québécois», a indiqué au *Devoir* hier le sénateur libéral Serge Joyal, qui milite pour le sauvetage de la maison de l'ex-premier ministre canadien depuis plusieurs années.

M. Joyal et Phyllis Lambert, partenaires militants dans ce dossier, en ont discuté avec Christine St-Pierre du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec (MCCCCQ) il y a trois semaines. Ils rencontreront jeudi le maire Gérald Tremblay, qui s'est montré sensible à leur cause lors du Rendez-vous Montréal métropole culturelle, en novembre.

«Ils vont poursuivre les discussions entamées au Rendez-vous», a confirmé l'attachée du maire, Renée Sauriol, sans avancer que le projet d'acquisition était remis sur les rails.

Puisque la Commission des biens culturels du Québec a refusé le classement patrimonial de la maison LaFontaine l'an dernier, son expropriation et son acquisition par la Ville demeurent «la seule option» selon M. Joyal, pour accéder à des fonds provinciaux et fédéraux en vue de la restaurer. L'arrondissement Ville-Marie avait amorcé un plan d'achat en 2006, resté sans suites faute de fonds. Mme Sauriol rétorque qu'«il y a peut-être d'autres solutions».

Programmes en renfort?

Pour permettre l'achat et la restauration de la maison patrimoniale, le sénateur Joyal compte sur le programme de 885 millions de dollars pour les infrastructures culturelles lancé en novembre. Or le MCCCCQ rappelle que ce programme ne peut servir à acquérir de nouveaux équipements culturels, mais bien à restaurer ou rénover ceux existants. La Ville pourrait toutefois bénéficier de ces programmes pour la restauration après l'acquisition.

M. Joyal mise aussi sur le renouvellement bonifié de l'Entente sur le développement culturel de Montréal, particulièrement favorable à la mise en valeur du patrimoine. Québec et Montréal se sont en effet engagés à verser 21 millions supplémentaires afin d'élargir l'accessibilité des programmes d'aide aux sites d'intérêt patrimonial recensés par la Ville. Or la maison LaFontaine fait partie des monuments historiques cités depuis 1988.

«Il est évident que la maison LaFontaine est très intégrée au circuit historique de la vie politique de Montréal au XIX^e siècle avec la maison Papineau, la prison des Patriotes, les ruines du parlement, la maison Cartier», fait valoir le sénateur.

Sans fermer la porte à cette éventualité, le MCCQ insiste: «La balle est dans le camp de la Ville; c'est à elle de monter un projet et de faire entrer par la bonne porte pour avoir accès à l'argent», dit la porte-parole Marie-Hélène Paradis.

Sauvée de la démolition en 1987 par Héritage Montréal et le sénateur Joyal, la maison LaFontaine est à l'abandon depuis plus de 15 ans. Louis-Hippolyte LaFontaine y a vécu les 15 dernières années de sa vie, soit de 1949 à 1964. Le sénateur Joyal nourrit le projet d'y ouvrir un centre d'interprétation qui relaterait les événements de l'époque, d'un point de vue québécois.

Le Devoir



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

L'arrondissement Ville-Marie avait amorcé un plan d'achat de la maison LaFontaine en 2006, resté sans suites faute de fonds.

Steve Normandin aux Jeunesses musicales

Un accordéon pour Noël

SYLVAIN CORMIER

Il accompagne Clémence DesRochers, Marie-Michèle Desrosiers, Raymond Lévesque. Il joue dans le Buskar's Opera de Robert Lepage. Dans une petite fête d'amis, je l'ai vu débaler l'intégrale de la chanson française d'avant-guerre. Du Trenet? N'importe laquelle. Du musette? Toute la nuit si vous voulez. Steve Normandin est comme ça, il est comme son accordéon: capable de tout, suffit de peser sur les bons pitons. Alors, quand les Jeunesses musicales du Canada l'ont pressenti pour présenter ce mercredi à leur Salle de musique de chambre, avenue du Mont-Royal Est, un concert-apéro de Noël, il n'a fait ni une ni deux, et puis tope là. C'est un volontaire. Débonnaire.

«Les Jeunesses musicales m'ont d'abord approché pour un spectacle de sensibilisation musicale, un spectacle pour enfants.» C'était il y a trois mois. Il a dit oui aussi. «Ça a bien fonctionné, d'où cette proposition de m'intégrer à leur programmation régulière, cette fois pour Noël.» Noël, riche idée, s'est-il dit: belle occasion de creuser un peu le sujet. «Je suis comme beaucoup de gens, j'aime Noël, et en même temps, j'en ai un peu ras le bol des mêmes chansons américaines. Dans la chanson française, dans la chanson québécoise, il y avait de quoi faire.»

Ainsi a-t-il débusqué, entre autres trouvailles, une beauté oubliée de Jean-Paul Filion et Fran-

çois Dompierre. À chaque mois de décembre, qu'interprétait Renée Claude. «C'est un petit bijou de chanson sur la rage du magasinage, sur la frénésie de consommation, comme quoi c'est pas d'hier qu'on trouve que c'est exagéré...» La Bolduc est au rendez-vous (*Le Bas de Noël*), Vigneault itou (*Petite berceuse du début de la colonie*), mais aussi le chef d'orchestre Raymond Legrand (*Petite étoile de Noël*) les compères Prévert-Kosma (*Chanson pour les enfants l'hiver*), ainsi que l'étonnant Trenet, qui ne faisait jamais rien comme les autres. «Il avait écrit une chanson sur le fait que les enfants africains, au temps des colonies, se demandaient pourquoi le père Noël était blanc. Ça s'intitule *Le Noël des enfants noirs*, ça a été créé il y a 50 ans, et le propos sur l'intolérance est plus que jamais actuel.»

Donné une seule fois, ce spectacle pourrait bien devenir annuel. «Je ne demande pas mieux: moi, ce que j'aime le plus dans la vie, c'est jouer!» Ce sera pour Steve Normandin une petite récréation dans la grande: il peaufine ces jours-ci son deuxième album, dont l'extrait entendu annonce un régal jazz-swing. On en reparle en avril.

Collaborateur du Devoir

■ Steve Normandin sera en spectacle demain à la Salle de musique de chambre des JMC, au 305, avenue du Mont-Royal est, apéro à 17h, concert à 18h (www.jeunesses-musicales.com).



SOURCE STEVE NORMANDIN

Steve Normandin est comme son accordéon: capable de tout!

MÉDIAS

2007: l'année la plus meurtrière pour les journalistes

Genève — L'année 2007 a été la plus meurtrière jamais recensée pour les médias: au moins 110 journalistes ont été tués dans 27 pays depuis le 1er janvier, contre 96 en 2006, a annoncé hier l'organisation de défense des journalistes Presse Emblème Campaigne (PEC), basée à Genève.

L'augmentation est de 14 % par rapport à 2006 et de 60 % par rapport à 2005 (68 tués).

Les deux tiers des journalistes sont morts dans des zones de conflit (Irak, Somalie, Sri Lanka, Afghanistan, RDC), selon l'étude de la PEC, qui milite pour une convention internationale spécifique pour la protection des journalistes dans les zones de conflit.

Pour la cinquième année consécutive, l'Irak a été le pays le plus dangereux, avec 50 journalistes tués, et un total d'au moins 250 journalistes morts depuis l'intervention anglo-américaine en mars 2003.

«Jamais un conflit n'avait provoqué une telle hécatombe dans les rangs des médias», a déploré le secrétaire général de la PEC, Blaise Lempen.

Au deuxième rang, la Somalie a connu une brutale détérioration des

conditions de sécurité, avec huit journalistes assassinés cette année, contre un seul l'an dernier. Le Sri Lanka vient au troisième rang, avec sept victimes de la guerre civile.

La situation s'est dégradée au Pakistan, où cinq journalistes ont été tués. La violence a fait quatre victimes dans les rangs de la presse en Afghanistan comme aux Philippines. Sur cette liste noire, suivent Haïti avec trois morts, à égalité avec la Colombie et le Mexique. Viennent ensuite le Népal (deux), la République démocratique du Congo (RDC, deux), l'Erythrée (deux), l'Inde (deux) et le Guatemala (deux).

Une victime a été recensée au Honduras, en Ouzbékistan, au Salvador, en Birmanie, aux États-Unis, au Paraguay, à Gaza, au Zimbabwe, en Russie, au Pérou, au Brésil, au Ghana et en Turquie.

La PEC, qui regroupe 35 associations et syndicats d'une centaine de pays, a annoncé le lancement d'une consultation mondiale sur un avant-projet de convention internationale sur la protection des journalistes dans les zones de conflit et de violences.

Agence France-Presse

La future Maison de l'OSM pourrait avoir une structure de bois

Québec — Le gouvernement Charest serait en train de changer le devis de la future Maison de l'Orchestre symphonique de Montréal pour favoriser l'utilisation du bois d'ingénierie produit au Québec.

Selon *Le Journal de Montréal*, pour parvenir à la réalisation d'un édifice en bois de structure, le gouvernement modifiera le système de pointage du devis. Marie-Hélène Paradis, attachée de presse de la ministre de la Culture, a confirmé qu'un changement au devis est en préparation.

L'idée de construire l'édifice en

bois fait suite à l'annonce par Québec de la modification du Code du bâtiment pour imposer à l'avenir un contenu minimal de bois structural dans la construction d'édifices institutionnels et de bâtiments industriels et commerciaux, afin d'aider l'industrie forestière en difficulté.

La Maison de l'OSM, pour laquelle Québec a prévu une enveloppe de 300 millions de dollars, doit être construite selon un partenariat public-privé. Son inauguration est prévue pour 2011.

La Presse canadienne

EN BREF

Les Tristesses de Nelligan classées bien historique

La ministre de la Culture et des Communications, Christine St-Pierre, annoncera aujourd'hui, au Musée national des beaux-arts du Québec (MNBAQ), le classement comme bien historique du carnet de Nelligan intitulé *Les Tristesses*. Ce carnet a été acquis l'an dernier par l'homme d'affaires Pierre Lassonde, qui est également président du conseil d'administration du MNBAQ, au coût de 52 000 \$. Il fait quelque 376 pages et couvre la période du 11 janvier au 31 décembre 1929. Bibliothèque et Archives nationales du Québec auraient alors été désireuses d'acquiescer l'objet, mais s'étaient alors fait coiffer de 1000 \$ par l'investisseur. Le carnet a ensuite été exposé au MNBAQ. — *Le Devoir*

Le Rialto encore à vendre

Le théâtre Rialto est de nouveau à vendre. C'est en tout cas ce qu'annonçait le quotidien *The Gazette* en fin de semaine. On sait que ce théâtre, qui a été classé bâtiment historique en 1988, et est reconnu

comme tel tant par la Ville de Montréal que par les gouvernements de Québec et d'Ottawa, a été transformé en cabaret-restaurant par son propriétaire, Elias Kalogeras. Ce dernier est d'ailleurs toujours sous le coup de poursuites concernant ses atteintes à un bien patrimonial. Le Rialto a déjà été convoité par le Festival de théâtre des Amériques, mais le projet a été abandonné depuis. Selon Helen Fotopoulos, maîtresse de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal, les offres faites par le propriétaire pour ce bâtiment remarquable ont oscillé, dans le passé, entre quatre et neuf millions de dollars. — *Le Devoir*

Enchères records attendues à Drouot

Paris — Dix toiles, dont des œuvres de Picasso, Léger et Laurens, mais surtout la toile *Blue Star* de Miro, considérée par l'artiste lui-même comme l'un de ses chefs-d'œuvre, seront dispersées vendredi à l'hôtel des ventes Drouot-Richelieu, aux cours d'enchères publiques qui devraient atteindre des records. *Blue Star*, réalisée en 1927 par Joan Miro, constitue le clou de la vacation, issue de la collection de l'ancien banquier et mécène André Leffèvre. L'œuvre est estimée entre 7,5 et 10,5 millions \$CAN). — *AP*

Frises du Parthénon: le nouveau musée «ne change rien»

Londres — Le British Museum a réitéré hier son refus de rétroceder à la Grèce les frises du Parthénon, en dépit des déclarations d'Athènes selon lesquelles l'achèvement en cours du nouveau musée de l'Acropole faisait que les «conditions étaient mûres» pour un tel retour.

«Le musée de l'Acropole, même s'il s'agit d'une grande réussite, ne change rien à la position du British Museum», a indiqué à l'AFP Hannah Boulton, une porte-parole du musée londonien.

«Pour nous, la question n'a jamais porté sur la manière d'exposer les sculptures à Athènes, mais il s'est toujours agi de l'argument idéologique selon lequel le British Museum expose toutes les cultures du monde et que les sculptures du Parthénon sont une partie très importante de la collection», a-t-elle ajouté.

Le premier ministre, Costas Karamanlis, a estimé hier que le nouveau musée de l'Acropole «élimine le dernier argument de ceux qui refusent de satisfaire la demande» d'Athènes. Certains opposants au rapatriement

avaient souligné le manque de musées capables d'accueillir les frises. «Les conditions sont dorénavant mûres», a estimé le premier ministre.

Le nouveau musée de l'Acropole, où le déménagement des collections sera achevé en janvier, comprend une salle spécifique pour les marbres du Parthénon.

La construction du musée est «l'argument le plus fort en faveur de la réunification des frises», a déclaré Eleni Cubitt, secrétaire générale de la Commission britannique pour la restitution des frises du Parthénon. L'organisation indépendante, basée à Londres, a été créée par un architecte anglais en 1982 à la suite du lancement de la campagne par la chanteuse et femme politique grecque Melina Mercouri.

L'installation des frises dans le nouveau musée permettrait de «rétablir l'unité» des marbres de l'Acropole, souligne Mme Cubitt. «C'est comme si on avait la Joconde à Paris et le sourire à l'étranger», a-t-elle déclaré.

Agence France-Presse



192 pages - 13,60 \$
ISBN 978-2-7601-6813-8

GUERIN, éditeur ltée
514-842-3481

Livre-cadeau idéal
Jacques BEAUCHESNE

DICTIONNAIRE
DE L'ÉCRIVAIN
EN HERBE

Dédié aux jeunes et aux plus âgés qui vivent l'appel de l'écriture.

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications